

## 🔗 La surchauffe et la pénurie d'eau nous mettent face aux limites de notre modèle agricole



CHRONIQUE. La transition écologique de notre agriculture ne se fera pas avec Macron, mais contre lui, estime Claire Nouvian, présidente de Bloom.

Par **Claire Nouvian** Publié le 09 août 2018 à 07h16



Ce mois d'août s'ouvre sur une canicule qui touche la moitié de l'hémisphère Nord, incendie les forêts, assèche les nappes phréatiques et affecte la production laitière. Cet épisode climatique extrême risque d'enfoncer les agriculteurs français un peu plus dans la crise, qui se traduit par une surcharge de travail, des faillites, des suicides (un tous les deux jours).



La surchauffe et la pénurie d'eau nous mettent face aux limites de notre modèle agricole. Elles devraient nous réveiller, nous faire prendre conscience qu'il faut enfin nous détourner de pratiques qui appauvrissent les sols comme les hommes. Le surinvestissement dans des monocultures inadaptées à nos terroirs a engendré un cercle vicieux d'endettement et de dépendance aux engrais et aux pesticides de synthèse. Sortir de l'impasse du productivisme ne répond pas seulement à une nécessité socio-économique (un tiers des agriculteurs "vit" avec 350 euros par mois). C'est également une urgence sanitaire et environnementale, qui correspond à la demande des Français d'accéder à une nourriture saine et respectueuse de la nature.

Ce mois d'août s'ouvre sur une canicule qui touche la moitié de l'hémisphère Nord, incendie les forêts, assèche les nappes phréatiques et affecte la production laitière. Cet épisode climatique extrême risque d'enfoncer les agriculteurs français un peu plus dans la crise, qui se traduit par une surcharge de travail, des faillites, des suicides (un tous les deux jours).

La surchauffe et la pénurie d'eau nous mettent face aux limites de notre modèle agricole. Elles devraient nous réveiller, nous faire prendre conscience qu'il faut enfin nous détourner de pratiques qui appauvrissent les sols comme les hommes. Le surinvestissement dans des monocultures inadaptées à nos terroirs a engendré un cercle vicieux d'endettement et de dépendance aux engrais et aux pesticides de synthèse. Sortir de l'impasse du productivisme ne répond pas seulement à une nécessité socio-économique (un tiers des agriculteurs "vit" avec 350 euros par mois). C'est également une urgence sanitaire et environnementale, qui correspond à la demande des Français d'accéder à une nourriture saine et respectueuse de la nature.

### [Bio, scandales sanitaires, guerre des prix : l'agriculture française à la croisée des chemins](#)

Comment faire ? La réponse fait consensus au sein de la plateforme constituée par une cinquantaine d'organisations participant aux États généraux de l'Alimentation (Confédération paysanne, Greenpeace, Les Amis de la Terre ou l'Union nationale de l'Apiculture française...). Elle tient en trois mots : le bio, le local et l'équitable. Ce n'est pas un rêve de bobos, c'est la seule façon de préserver la biodiversité, de permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et aux Français de s'alimenter sainement, sans accepter comme fatale la situation actuelle qui réserve aux plus modestes la malbouffe et la surexposition aux perturbateurs endocriniens.

### **Simulacre de consultation**

Pour réussir cette transformation profonde de l'agriculture, il existe deux leviers : le prix et la qualité. Emmanuel Macron l'a parfaitement compris : il l'a même expliqué [à Rungis en octobre 2017](#) à l'occasion d'un discours qui a fait souffler un vent d'espoir chez les différents acteurs de la filière. Mais la désillusion n'a pas été longue à poindre. En confiant l'organisation des États généraux de l'Alimentation à Stéphane Travert, ministre de l'Agriculture, [plutôt qu'à Nicolas Hulot](#), ministre de la Transition écologique, le président s'est assuré que rien d'ambitieux n'émerge du processus. Les questions de rémunération, d'environnement, de qualité et de santé ont été, hélas, soigneusement "découplées". La loi agriculture et alimentation est [une gifle](#) pour les centaines de participants qui se sont mobilisés dans ce simulacre de consultation. Rien dans le projet de loi ne permet d'"inverser la construction du prix" afin que nos agriculteurs puissent vivre dignement.

### [Glyphosate, malbouffe, abattoirs : cette poignée de députés qui a bloqué tous les amendements](#)

Pour cela, il faudrait remettre en question la puissance de la FNSEA, des géants de l'agroalimentaire, des industriels de la chimie et de la grande distribution. Il faudrait renoncer aux accords de libre-échange [du type CETA](#) qui accentuent l'impitoyable guerre des prix, mettant à genoux les paysans du monde entier, plaçant en concurrence "la faucille du Sud avec la moissonneuse-batteuse du Nord", selon l'expression de l'agronome Marc Dufumier.

Emmanuel Macron a au contraire donné les pleins pouvoirs à Stéphane Travert pour saboter les États généraux et la loi supposée s'en inspirer. Quelques mesures, comme [la part du bio dans la restauration collective](#), peuvent encore être sauvées du naufrage, au cours de l'examen parlementaire de rentrée. Pour le reste, il est désormais clair que la transition écologique de notre agriculture ne se fera pas avec Macron, mais contre lui.

### **Claire Nouvian**

*Fondatrice et présidente de l'association BLOOM pour la protection des océans.*



[Claire Nouvian](#)